



**Valéry Giscard d'Estaing, *Europa. La dernière chance de l'Europe*. Préface d'Helmut Schmidt. Paris, XO, 2014. ISBN 9782845637528. 16,90 €**

Où se sont-ils rencontrés la première fois ? En 1978 lorsqu'ils étaient ministres des finances (Schmidt, p. 9) ? Ou, dans un « brouillard de fumée bleue » et sans se dire mot, bien plus tôt, à Paris au Comité d'action pour les États-Unis d'Europe (Giscard, p. 28) ? Peu importe. Ces chefs d'État-dont les mandats commencèrent en 1974 et s'achevèrent à quelques mois d'intervalle en 1981 et 1982, ont été de grands Européens. Le livre rend d'abord hommage à Jean Monnet et à Robert Schuman, rappelant les débuts de la construction de l'Europe, puis l'œuvre accomplie depuis 1974 par « Helmut et Valéry » : les réunions régulières du conseil européen, une unité de référence monétaire commune (l'écu), le système monétaire

européen, l'élection du parlement européen au suffrage universel. La présidence Delors de la commission européenne (1985-1994) s'appuie sur la contribution des deux anciens dirigeants, qui président fin 1986 le « Comité pour l'union monétaire de l'Europe ». L'Acte unique de 1986, le Traité de Maastricht de 1992 qui prévoit l'entrée en vigueur de l'union politique et monétaire en 1999, sont les dernières grandes étapes de la ligne droite. Après la chute du Mur, c'en est fait de la ligne droite, du progrès rectiligne, les problèmes s'accumulent : un élargissement sans doute précipité, le calamiteux traité de Nice de 2001 (qui laisse un « arrière-goût amer », p. 91) et l'échec en 2005 en France et aux Pays-Bas du « Projet de traité instituant une constitution pour l'Europe », issu des travaux d'une convention présidée depuis la fin de l'année 2001 par Valéry Giscard d'Estaing, en 2007 le traité de Lisbonne, « compromis de droit administratif » au lieu d'être un « texte politique », une crise monétaire, financière et économique qui n'en finit pas, alors que les dispositions de sagesse budgétaire prévues dans le traité de Maastricht n'ont pas été respectées... On tourne en rond, un « mouvement circulaire confus » s'est instauré, l'ancien nationalisme resurgit de ci, de là (p. 75). La deuxième partie propose un projet pour l'Europe. À nouveau le texte revient sur les dangers qui guettent notre continent, la dislocation, la lassitude et le non respect des règles : ainsi Giscard considère-t-il que le 27 juin 2014 (une regrettable coquille dans le livre indique « 2012 », p. 143) le conseil européen a renoncé à sa prérogative de nommer le président de la commission, confiant cette responsabilité aux lobbys, aux partis... c'est-à-dire au Parlement européen.

Le projet : mettre en place une « Union monétaire, budgétaire et fiscale » (p. 144), l'intégration politique suivra. Prévoir un dispositif progressif, l'Union devant être acquise en 2030. La politique de la zone euro doit être du ressort d'un « Euro-Conseil » et non plus de la commission européenne. L'harmonisation fiscale (qui n'exclut en rien des spécificités « locales », comme aux États-Unis) est difficile, mais tout à fait possible. Cette union politique et monétaire (qui concerne donc la zone euro) aura comme nom « Europa », l'Union actuelle à vingt-huit n'ayant pas « vocation à l'intégration » (p. 163). L'Euro-Conseil deviendra le directoire d'Europa, Europa sera une fédération d'États-nations. Un congrès des peuples d'Europa, un tiers de parlementaires européens, deux tiers de parlementaires nationaux, contrôlera régulièrement la politique du directoire, ses travaux feront l'objet d'une grande couverture médiatique, puisque les dirigeants des partis nationaux y seront présents.

Au total, une volonté de faire de la zone Euro le noyau de la future fédération d'États européens solidaires et prospères. Une assurance inébranlable (pour ne pas dire plus), du rêve, certes, mais aussi des formules souriantes : Pascal Lamy, un moine tibétain, p. 63, ou l'écu, mot français suggéré aux partenaires sous la forme d'*European Currency Unit*, intermède comique de conseil européen, p.44-45. Il n'en reste pas moins que l'ancien président de la République est incontestablement un grand Européen comme son ami Helmut Schmidt. Et, dans l'Europe désorientée d'aujourd'hui, leur projet a tout pour convaincre : à l'exception de récentes déclarations du président François Hollande et du ministre de l'économie Emmanuel Macron, rien dans le paysage politique français actuel ne nous semble atteindre cette hauteur de vue. François GENTON.